

POUR TOUJOURS REMONTER LA PENTE...
LE TIRE

JOURNAL DE LA
CGT FIP SAVOIE
...OU BIEN ?



NUMÉRO 2 - JANVIER 2023

EDITO

LA CGT TOUJOURS LÀ!

Dans une société marquée par l'individualisme grandissant et des attaques incessantes contre la CGT, la CGT Finances Publiques résiste et reste la 2ème organisation à la DGFiP au niveau national.

Avec 70,27 % de participation au Comité Social d'Administration de Réseau (CSAR), les agents ont confirmé la légitimité de la représentation syndicale, et ce malgré des difficultés techniques qui ont émaillé le processus électoral durant toute la semaine de vote.

En Savoie, malgré les nombreux problèmes techniques, le niveau de participation reste élevé et confirme l'attachement des agents au paritarisme.

Notre section CGT Finances Publiques 73 remercie tous les agents qui lui ont fait confiance par leur vote, ainsi que tous les syndiqués et les militants pour leur implication. Elle continuera à travailler et construire les mobilisations et les propositions dans l'unité la plus large avec les autres organisations syndicales et l'ensemble des collègues.

De par vos votes et votre confiance renouvelée, la CGT FiP 73 est déterminée à défendre vos droits et à porter vos revendications.

Nos élus, nos militants, seront à vos côtés et à votre écoute, dès la rentrée de janvier pour construire avec vous la riposte nécessaire aux attaques contre le service public et ses agents, contre notre statut et notre système de retraite.

En espérant que vous avez toutes et tous passé de bonnes fêtes de fin d'année, la CGT Finances Publiques Savoie vous souhaite une très bonne année 2023.

Bonne lecture



cgt.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr



<https://73.cgtfinancespubliques.fr/>

LA RÉFORME DES RETRAITES : C'ÉTAIT NON, ET C'EST TOUJOURS ET PLUS QUE JAMAIS NON !

Pour la 5ème fois depuis 30 ans, un gouvernement veut réformer le système des retraites qui serait "en danger" et "gravement déficitaire".

EN DANGER LE SYSTEME ?

Ce n'est pas l'avis du **Comité d'Orientation des Retraites (COR)** structure pourtant **rattachée à Matignon**, difficilement soupçonnable de positions "gauchistes".

Dans son dernier **rapport**, sorti en septembre 2022, on peut lire : "les résultats de ce rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraites".

Et pourtant le COR est réputé pour être alarmiste, lui qui **prévoyait il y a 5 ans un déficit** pour les années 2020, 2021 et 2022 alors qu'**il y a en fait un excédent proche des 4 milliards d'euros**. Le déficit prévu pour 2027 se monterait à 12 milliards d'euros pour un système qui collecte 300 milliards d'euros par an.

12 milliards d'euros à rapprocher des 150 milliards d'euros annuels d'exonérations dont bénéficient les entreprises sans contreparties ni garanties.

Pour les années à venir, il est écrit dans le rapport du COR : "**A plus long terme, de 2032 à 2070, malgré le vieillissement progressif de la population française, la part de dépenses de retraite dans la richesse nationale serait stable ou en diminution**".

FINANCEMENT DU SYSTEME DE RETRAITE : UN PROBLEME DE DEPENSES ?

Le faible déficit constaté, résulte essentiellement d'**UN PROBLEME DE RECETTES** :

- Octroi de primes, comme la prime Macron, non soumises à cotisations.
- Exonérations sur les bas salaires accordées aux entreprises.
- Pertes de recettes dues à la suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires.

TRAVAILLER DAVANTAGE OU VIVRE PLUS LONGTEMPS ?

Le gouvernement affirme : "Il faut travailler davantage car on vit plus longtemps".

La réalité est exactement inverse : au-delà des progrès de la médecine, **NOUS VIVONS PLUS LONGTEMPS PARCE QUE NOUS TRAVAILLONS MOINS LONGTEMPS**.



cgt.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr

<https://73.cgtfinancespubliques.fr/>

Rappelons quelques chiffres :

- **un salarié sur deux qui liquide sa retraite n'est plus en emploi** mais au chômage, en arrêt maladie, en invalidité, ou bénéficie de minimas sociaux;
- **les travailleurs les plus modestes verraient la durée de leur retraite diminuer** de près de 2 ans si la réforme s'appliquait.

LA PENIBILITE PRISE EN COMPTE ?

Le gouvernement affirme que la réforme prendrait en compte la pénibilité des métiers.

Bien entendu, les agents des Finances Publiques ne remplissent aucun des critères de pénibilité.

ET POURTANT, nous invitons les promoteurs de cette réforme à venir passer quelques heures à l'accueil d'un CFP où les agents finissent leurs journées lessivés à force d'être confrontés à la détresse des contribuables et à la misère sociale.

ZEMMOUR AVEC NOUS ?

Pour conclure, reprenons cette analyse, de l'économiste **Michael** Zemmour (Michael pas Eric) qui déclare : "**Décaler l'âge de départ de 3 ans**, cela va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour équilibrer le système".

Et pour cause, **ce n'est évidemment pas pour "équilibrer le système"** que le gouvernement Macron a besoin d'argent, **mais pour augmenter le budget militaire, les aides aux entreprises** et tout ce qui permet de verser des **dividendes aux actionnaires**.

Terminons donc en rappelant que selon un récent sondage, **plus de 70 % des français sont opposés à cette réforme** et que l'ensemble des organisations syndicales, y compris la CFDT, se sont prononcées contre le report de l'âge légal de départ à la retraite et contre l'allongement de la durée de cotisation.

Le communiqué commun de ces mêmes organisations syndicales se termine ainsi : "Les organisations syndicales et de jeunesse réaffirment leur détermination à construire ensemble les mobilisations passant en particulier par une première date de mobilisation unitaire avec grèves et manifestations en janvier".

Alors dès le 19 janvier
TOUS MOBILISES POUR LE RETRAIT DE LA REFORME !

Retrouvez toutes les informations sur les futures mobilisations sur le site de la section

<https://73.cgtfiancespubliques.fr/>



cgt.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr

<https://73.cgtfiancespubliques.fr/>

LES ELUS CGT FINANCES PUBLIQUES SAVOIE AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL ET A LA FORMATION SPECIALISEE

NOM PRENOM	CSAL LOCAL Titulaire/ suppléant	FORMATION SPECIALISEE Titulaire/ suppléant	Coordonnées
CHHO CELINE	Titulaire	Titulaire	DIRECTION Service de Fiscalité Directe Locale @ : celine.chho@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 04 79 70 98 81
ORENES LERMA Muriel	Titulaire	Titulaire	SIP ALBERTVILLE @ : muriel.orenes-lerma@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 04 79 10 01 15
PETOT Jean- Claude	Suppléant		SDIF CHAMBERY @ jean-claude.petot@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 04 79 60 29 85
FIRMIN Jean- Marie	Suppléant		EDR @ : jean-marie.firmin@dgfip.finances.gouv.fr
BATTARD Jean- Louis		Suppléant	SDIF CHAMBERY @ jean-louis.battard@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 04 79 96 44 74
MAZON Samuel		Suppléant	SGC MOUTIERS @ : samuel.mazon@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 04 79 22 85 13

CSAL EMPLOI DU 10 JANVIER 2023

Le 1er CSAL a été convoqué ce mardi 10 janvier 2023, sans avoir adopté préalablement le règlement intérieur... D'emblée, une certaine conception du dialogue social que la CGT FIP 73 ne partage pas.

Quels que soient les arguments démontrant les impacts catastrophiques sur les agents et les missions, la DGFIP et la direction locale continuent de décliner les suppressions d'emplois.

Même si vos élus ne souhaitent pas pratiquer la politique de la chaise vide, il était inconcevable pour nous de participer à un simulacre de dialogue social, à un jeu cynique où il faut choisir les futures victimes tandis que la DG continue à faire la sourde oreille aux souffrances des agents et aux légitimes attentes des usagers.

Retrouvez notre [expression complète sur le site de la section, rubrique Instances > CSAL](#)



cgt.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr



<https://73.cgtfinancespubliques.fr/>